



Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie de l'Isère

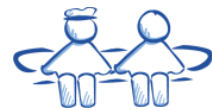
Avec le soutien financier de la



APPEL A PROJETS 2023

Cahier des charges

- Actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des **personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile**
- Actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des **personnes âgées de 60 ans et plus résidant en établissement (EHPAD et PUV)**
- Actions collectives d'accompagnement des **proches aidants**



Date limite de dépôt des projets : 30 septembre 2022





Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1. Contexte | 3 |
| 2. Cadre général de la procédure | 3 |
| 2.1 - Porteurs de projet(s) éligibles | 3 |
| 2.2 - Actions éligibles | 4 |
| 2.3 - Actions non éligibles | 4 |
| 2.4 - Format des actions proposées | 5 |
| 2.5 - Examen et sélection des dossiers | 5 |
| 2.6 - Calendrier prévisionnel | 6 |
| 3. Dispositions particulières propres à chaque type d'actions | 7 |
| 3.1 - Actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile ou résidant en établissement (EHPAD et PUV) | 7 |
| 3.2 - Actions collectives d'accompagnement des proches aidants | 12 |
| 4. Conditions de remise des projets | 14 |
| 4.1 - Date limite de dépôts des projets | 14 |
| 4.2 – Saisie des projets | 14 |
| 4.3 - Pièces à fournir | 14 |
| 5. Renseignements complémentaires | 15 |

/

Annexe 1 : Attestation « Engagement du représentant légal de la structure »



1. Contexte

Le soutien de la **prévention de la perte d'autonomie** des personnes âgées est un enjeu prioritaire de la loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement du 28 décembre 2015 (dite « loi ASV »).

Dans ce cadre, la loi ASV prévoit l'instauration, dans chaque département, de la **Conférence des financeurs de la prévention** de la perte d'autonomie des **personnes âgées de 60 ans et plus**.

Instance collégiale présidée par le Département, la Conférence des financeurs a pour mission :

- ❖ d'établir un diagnostic des besoins des personnes âgées,
- ❖ de recenser les offres déjà existantes ainsi que,
- ❖ d'établir un programme coordonné de prévention de la perte d'autonomie.

La Conférence des financeurs doit ainsi permettre la mise en place d'une politique globale et cohérente de prévention de la perte d'autonomie. Les orientations stratégiques ainsi que le plan d'actions correspondant sont inscrits au sein du **programme pluriannuel coordonné** de la Conférence des financeurs 2017-2021.

Dans ce cadre, le développement d'**actions collectives de prévention** de la perte d'autonomie a été reconnu comme un axe prioritaire.

Plus récemment, dans le cadre du Plan national de santé publique 2018-2022, la Ministre des solidarités et de la santé a rappelé lors de la présentation de la feuille de route « Grand âge et autonomie » du 30 mai 2018 que la prévention constitue un axe majeur de la stratégie nationale de santé pour les personnes âgées résidant à domicile et en établissement.

Ainsi, le périmètre d'éligibilité des concours financiers de la Conférence des financeurs a été modifié afin de développer et **renforcer la prévention en établissement**. La Conférence des financeurs peut donc désormais soutenir des actions collectives de prévention en direction des résidents d'EHPAD, menées par les EHPAD et Petites unités de vie.

Enfin, la loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants du 22 mai 2019 a mis en place de **nouveaux leviers de financement** issus de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie **en direction des proches aidants**.

2. Cadre général de la procédure

2.1 - Porteurs de projet(s) éligibles

Cet appel à projet s'adresse à toutes **personnes morales, quel que soit leur statut** : association, personne morale de droit public (collectivité territoriale, CCAS/CIAS ...), EHPAD/PUV, SAAD, entreprise privée ...

Toutefois, les porteurs de projet doivent avoir une **bonne connaissance** du **tissu local**.



De plus, ils doivent être en capacité de :

- mettre en œuvre le projet de prévention en respectant le calendrier et en mobilisant l'ensemble des moyens humains et matériels encourageant à sa bonne réalisation,
- inscrire leur projet dans une dynamique partenariale et dans le contexte territorial,
- assurer une évaluation tant qualitative que quantitative des actions. Des outils d'aide à l'évaluation seront proposés par le Département aux porteurs sélectionnés.

Lorsqu'un projet concerne plusieurs établissements, la demande de subvention doit être déposée par un seul établissement, dûment désigné en accord avec les autres établissements concernés.

2.2 - Actions éligibles

Cet appel à projets porte sur les 3 types d'actions collectives suivants :

- prévention de la perte d'autonomie des **personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile**,
- prévention de la perte d'autonomie des **personnes âgées de 60 ans et plus résidant en établissement** : établissement d'hébergement de personnes âgées dépendantes (EHPAD) et petite unité de vie (PUV),
- accompagnement des **proches aidants**.

Les actions devront débuter à **partir de février 2023 et être réalisées au 31 décembre 2023**.

Les actions doivent être nouvelles ou enrichies (ouverture à de nouveaux bénéficiaires, déploiement sur des zones géographiques non couvertes, ajustements suite à des besoins exprimés...) grâce à la subvention de la Conférence des financeurs.

2.3 - Actions non éligibles

Ne peuvent bénéficier d'un concours de la Conférence des financeurs dans le cadre de cet appel à projet :

- les actions individuelles de prévention,
- les actions destinées aux professionnels,
- les actions individuelles de santé (prises en charge par l'assurance maladie),
- les actions de prévention menées par les résidences autonomie (prises en charge dans le cadre du forfait autonomie).

Par ailleurs, les dépenses suivantes ne peuvent pas être financées par cet appel à projet :

- ❖ Le concours de la conférence des financeurs n'a pas vocation à financer un ou des postes pérennes au sein de la structure qui porte le projet. La logique est celle d'une subvention au projet.

Le porteur de projet peut seulement valoriser le temps de travail de l'(ou des) intervenant(s) consacré à la mise en œuvre de l'action.



- ❖ Les actions qui ont pour seul objet l'achat de matériel ne sont pas éligibles au concours de la conférence des financeurs.

La réalisation d'un investissement n'est donc pas éligible aux concours de la conférence

Le porteur de projet peut néanmoins valoriser l'achat de petit matériel permettant la mise en œuvre d'une action, mais la part des dépenses liées à la valorisation de l'achat de matériel doit être minoritaire au regard du coût global de l'action.

- ❖ Les actions qui ont pour seul objet le transport de personnes âgées de 60 ans et plus ne sont pas éligibles au concours de la conférence des financeurs.

Le porteur de projet peut valoriser les frais liés au transport des participants vers le lieu où se déroule l'action. Mais la part des dépenses liées à la valorisation des transports doit cependant être minoritaire au regard du coût global de l'action.

- ❖ Les charges locatives de la structure qui porte le projet ne sont pas éligibles au concours de la conférence des financeurs.

Le porteur de projet peut valoriser les frais liés à la location du lieu où se déroule l'action, si celui-ci ne peut être mis à disposition à titre gracieux.

Dans les situations où les actions proposées ne comprennent pas uniquement des actions de prévention, la conférence des financeurs peut proposer un financement au prorata de la part de l'action dédiée à la prévention de la perte d'autonomie.

Les concours financiers du dispositif étant annuels, ils ne permettent pas d'assurer des financements pérennes.

Aucun montant minimum ou maximum de subvention de la Conférence des financeurs n'a été fixé, la cohérence financière sera analysée pour chaque projet, au cas par cas.

La présence de co-financements n'est pas obligatoire, mais sera valorisée le cas échéant.

2.4 - Format des actions proposées

Le **format collectif** de l'action est **libre** ; il est déterminé par chaque porteur de projet.

Les actions pourront être proposées en format **présentiel** (dans le respect des règles sanitaires en vigueur) et/ou **distanciel**.

Les modalités d'organisation des formats en distanciel devront être précisées dans le dossier de candidature.

2.5 - Examen et sélection des dossiers

Durant l'examen des dossiers, des demandes de compléments pourront être faites auprès des porteurs de projets.



La sélection des projets sera effectuée par la réunion plénière des membres de la Conférence des financeurs. Cette décision sera ensuite validée par les élus du Département (en commission permanente).

L'examen des dossiers portera sur les **critères généraux** suivants :

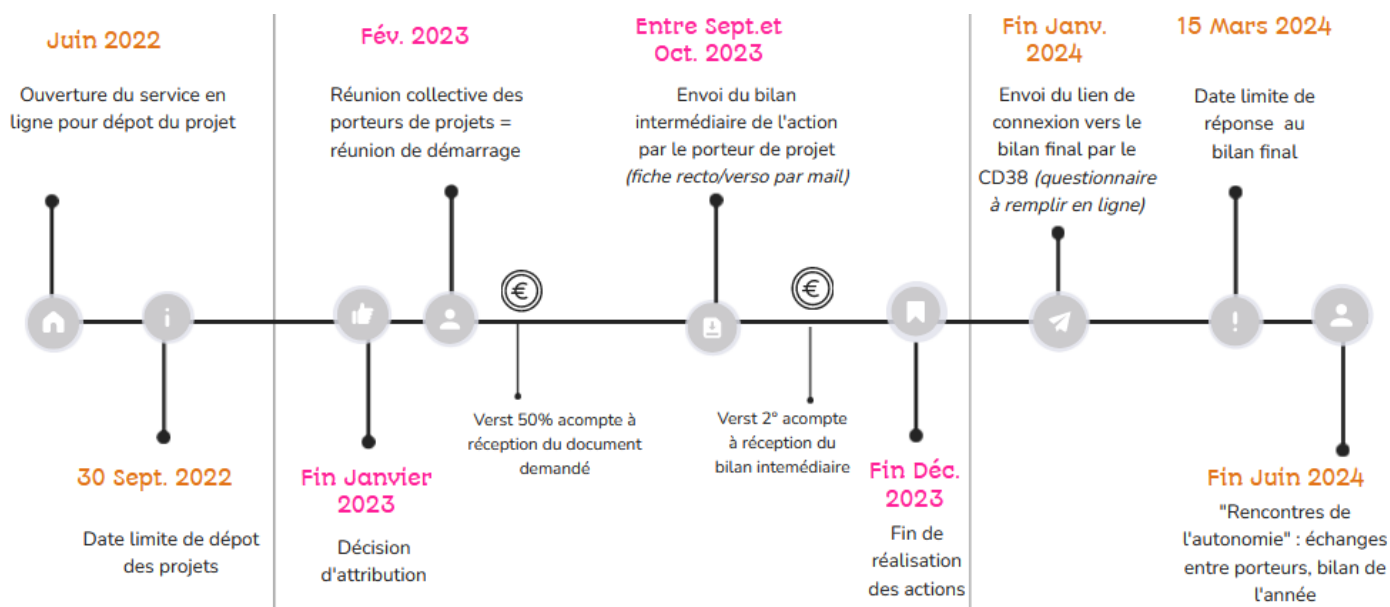
- ⇒ l'adéquation du projet avec les critères d'éligibilité,
- ⇒ la maîtrise du projet dans son intégralité (identification des besoins locaux, repérage, calendrier prévisionnel, moyens humains et matériels...),
- ⇒ les compétences professionnelles mobilisées et le profil des intervenants,
- ⇒ les objectifs poursuivis,
- ⇒ le nombre de bénéficiaires potentiels,
- ⇒ le coût et la cohérence financière de l'action.

Par ailleurs, une attention particulière sera également portée aux **critères spécifiques** à chaque type d'action.

Toute candidature fera l'objet d'un courrier, donnant réponse, de la part du Département à l'attention du porteur de projet.

En cas de candidature retenue, une convention de partenariat précisant les modalités de mise en œuvre du projet et de versement de la subvention pourra être conclue le cas échéant.

2.6 - Calendrier prévisionnel





3. Dispositions particulières propres à chaque type d'actions

3.1 - Actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile ou résidant en établissement (EHPAD et PUV)



3.1.1 - Objectifs spécifiques

Concernant les personnes âgées vivant à domicile, il s'agit de :

- ⇒ Développer une démarche de prévention.
- ⇒ Favoriser le soutien à domicile.
- ⇒ Lutter contre l'isolement.

Concernant les personnes âgées résidant en établissement, il s'agit de :

- ⇒ Renforcer les actions de prévention existantes et développer de nouvelles actions de prévention auprès des résidents des établissements.
- ⇒ Développer l'ouverture des établissements vers l'extérieur, en lien notamment avec les acteurs des filières gérontologiques ; par exemple, les résidences autonomie, les SAAD, les SSIAD, les professionnels et structures de santé ...
- ⇒ Faciliter l'entrée en établissement en favorisant l'« aller vers » l'établissement.
- ⇒ Informer et sensibiliser le public ainsi que leurs proches sur la vie en établissement.

3.1.2 - Public cible

Les actions doivent être destinées aux personnes âgées de 60 ans et plus vivant à domicile ou résidant au sein des EHPAD et PUV **sur le territoire du Département de l'Isère.**

3.1.3 - Actions éligibles

Les financements sont alloués pour un objet déterminé, un projet spécifique poursuivant des objectifs précis en matière de prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi toutes les dépenses valorisées par le porteur de projet et financées dans le cadre de cet appel à projets doivent s'inscrire dans le cadre de la réalisation d'une action collective de prévention de la perte d'autonomie.

Ces actions prévention de la perte d'autonomie sont celles qui visent à informer, sensibiliser ou modifier les comportements individuels en vue d'éviter, de limiter ou de retarder la perte d'autonomie.



3.1.4 - Thématiques de prévention

Les actions collectives de prévention pouvant être financées dans le cadre la Conférence des financeurs doivent porter sur l'une des **thématiques de prévention** suivantes :

- ✚ Santé globale / Bien vieillir, dont :
 - Nutrition, lutte contre la dénutrition, promotion d'une alimentation adaptée
 - Mémoire, stimulation cognitive
 - Sommeil
 - Activités physiques et/ou sportives adaptées, atelier d'équilibre / prévention des chutes
 - Bien-être et estime de soi
 - Santé bucco-dentaire
 - Prévention de la dépression et du risque suicidaire
- ✚ Lien social, lutte contre l'isolement
- ✚ Accès à la Culture et à l'expression artistique
- ✚ Habitat et cadre de vie
- ✚ Mobilité (dont sécurité routière)
- ✚ Accès aux droits
- ✚ Usage du numérique
- ✚ Préparation à la retraite

3.1.5 - Critères de sélection spécifiques

Au-delà des critères généraux mentionnés ci-dessus, une attention particulière sera portée à :

Concernant les actions de prévention à destination des personnes âgées vivant à domicile :

- ✚ l'analyse territoriale des besoins du public cible,
- ✚ la réponse à des besoins bien identifiés du public cible,
- ✚ la coordination avec les partenaires locaux (communes, CCAS et CIAS, associations, services du département...),
- ✚ le lien avec les acteurs de la vie en établissement (EHPAD, PUV, résidences autonomie),
- ✚ le caractère innovant et créatif des projets.

Concernant les actions de prévention à destination des personnes âgées résidant en établissement :

- ✚ au partenariat voire la mutualisation entre plusieurs établissements,
- ✚ au lien avec les acteurs des filières gérontologiques (les résidences autonomie, les SAAD, les SSIAD, les professionnels et structures de santé...).



3.1.6 - Focus sur la prévention des chutes

En France, les chutes des personnes âgées entraînent chaque année plus de 100 000 hospitalisations et plus de 10 000 décès. Ces chutes ont des conséquences physiques, psychologiques, sociales et marquent une **rupture dans la vie des individus** et une **perte d'autonomie**.

Il est urgent d'agir pour prévenir les chutes et diminuer leur gravité.

Pour rappel, le Plan National anti chute s'articule autour de 5 axes :

- Savoir repérer les risques de chute et alerter
- Aménager son logement pour éviter les risques de chute
- Accéder à des aides techniques à la mobilité
- Développer l'activité physique/sportive adaptée
- Déployer la téléassistance

Il est donc important que les focus de la CFPPA soient en adéquation avec les priorités nationales

3.1.6.1 - Sensibiliser les personnes âgées au repérage de leur fragilité

Il s'agit ici de promouvoir des actions collectives d'information et de sensibilisation à destination des personnes âgées afin de les rendre actrices de leur parcours de santé, en vue de les :

- Informer des facteurs à l'origine des chutes et de leurs conséquences
- Accompagner à l'utilisation d'outils numériques d'auto-évaluation de leurs capacités/fragilités
- Inscrire dans une démarche d'auto-évaluation durable, sur un modèle similaire à celui de l'éducation thérapeutique du Patient

3.1.6.2 - Développer la pratique des activités physiques/sportives adaptées

Les actions collectives de prévention à mettre en œuvre dans le cadre de cette thématique visent à renforcer, mais également à sensibiliser, former et pérenniser la pratique d'une activité physique et/ou sportive par les personnes âgées.

Il s'agit donc de :

- Renforcer l'offre d'activités physiques/sportives adaptées au bénéfice des personnes âgées vivant à domicile et résidant en EHPAD.
- Promouvoir les activités physiques/sportives adaptées comme facteur positif de santé.
- Accompagner les personnes âgées vers la pratique ou la reprise d'une activité physique/sportive adaptée.
- Soutenir l'offre de pratiques physiques/sportives de plein air.

Les activités physiques et/ou sportives mises en œuvre devront faire l'objet d'un encadrement qualifié : **formation APA** (activités physiques adaptées) **ou sport santé** (délivrée par leur fédération délégataire).



3.1.6.3- Renforcer les actions en faveur d'une nutrition adaptée aux besoins des personnes âgées fragiles ou dépendantes.

La nutrition est un sujet majeur à prendre en compte dans la prévention des chutes des personnes fragiles ou dépendantes.

En effet, la dénutrition se traduit par une perte de force physique, des difficultés à marcher, des risques de chute : 50% des chutes chez les plus de 80 ans sont liées à la dénutrition.

Par ailleurs, la dénutrition, comme indiqué dans le Programme National Nutrition Santé :

- Entraîne un affaiblissement de l'immunité, avec des risques d'infection
- Provoque une baisse de moral et dépression
- Accentue les maladies chroniques et la dépendance
- Ralentit la récupération fonctionnelle...

90% des situations de dénutrition émanent de personnes vivants à domicile.

Il s'agit donc de :

- Promouvoir toute action en faveur d'une alimentation adaptée au bien-être physique et psychique
- Mettre en place des actions de sensibilisation et d'information du public âgé et de leurs aidants
- Mettre en place des ateliers pour accompagner ce public à l'utilisation d'outils numériques d'auto-évaluation de ses capacités/fragilités et l'inscrire dans une démarche d'auto-évaluation durable

3.1.7 - Focus sur les actions culturelles comme moyens de lutte contre l'isolement et la stimulation cognitive

Les actions collectives de prévention à mettre en œuvre dans le cadre de cette thématique s'inscrivent dans le cadre de la politique départementale « culture partagée » visant à accompagner des projets artistiques et culturels favorisant la rencontre avec les nouveaux publics, et en particulier ceux repérés comme étant les plus "éloignés" de la culture pour des raisons diverses.

Ces actions visent à permettre aux personnes âgées de plus de 60 ans, qu'elles soient hébergées en établissement ou vivant à domicile, d'accéder à la culture, via la fréquentation de lieux culturels, la rencontre avec des œuvres et le contact avec des artistes. L'objectif est également de favoriser l'expression artistique des personnes âgées, en leur proposant des interactions ou des ateliers visant à développer leur créativité et leurs capacités physiques et cognitives.

Il s'agit de :

- Inciter les acteurs de la culture à mettre en œuvre une programmation spécifique en faveur des personnes âgées.



- Mettre en place des temps forts favorisant le lien social et mobilisant les capacités cognitives des personnes âgées de plus 60 ans fragilisées par la crise.
- Contribuer à réduire l'isolement après plusieurs mois de confinement, à réduire les risques psychosociaux et à favoriser le maintien de l'autonomie.

Sont concernés, tous les acteurs du secteur culturel qui peuvent justifier d'un ancrage territorial.

Les projets proposés pourront porter sur tous les champs artistiques et culturels ; notamment :

- les arts vivants : théâtre, musique, chant, danse, cirque ...,
- les arts du livre, de la lecture, de l'écriture et de la poésie,
- les arts visuels : arts plastiques, cinéma, photographie ...,
- le patrimoine, les musées, l'architecture ...

Dans le cas d'actions organisées en établissement, les porteurs veilleront à nouer des partenariats avec les différents EHPAD du département afin d'adapter le contenu et la forme de l'intervention, et s'assurer du respect des règles sanitaires lors des événements.

Dans le cas d'actions organisées en dehors des établissements, en milieu ordinaire, ils veilleront à nouer des partenariats avec les associations, centres sociaux, collectivités, CCAS afin de s'assurer que les bénéficiaires correspondent au public cible.

Les porteurs de projet sont donc invités à porter une attention particulière à la qualité du partenariat, mais également à la qualité artistique du projet, aux modalités de médiation avec le public visé, à la communication de leur action, à son inscription et à son ouverture sur le territoire.



3.2 - Actions collectives d'accompagnement des proches aidants

3.2.1 - Objectifs spécifiques

- ⇒ Faciliter la prise de conscience chez l'aidant :
 - ↗ Accompagner l'aidant à prendre conscience de son rôle et de ses besoins (aides humaines, solutions de répit, soutien, lien social...).
 - ↗ Aider à lever des freins éventuels (recours aux aides, temps pour soi, sentiment de culpabilité...).
 - ↗ Favoriser l'échange entre pairs.
- ⇒ Favoriser une démarche de parcours de l'aidant en prenant en compte les besoins et les envies des proches aidants :
 - ↗ Développer une démarche de prévention (santé, isolement, épuisement...).
 - ↗ Développer l'information et la formation des aidants.
 - ↗ Proposer des projets en complémentarité avec les actions déjà existantes sur le territoire d'intervention envisagé, y compris, les actions menées en établissement.
 - ↗ Favoriser une approche évolutive et participative dans la construction des projets en réponse aux besoins exprimés par les aidants.
 - ↗ Être attentif aux besoins de publics spécifiques (tels que les aidants endeuillés, les aidants jeunes, les aidants actifs...).

3.2.2 - Public cible

Les actions doivent être destinées aux personnes aidant un proche à domicile ou en établissement vivant sur le territoire isérois.

A noter : les actions en direction des aidants de personnes âgées de 60 ans et plus seront prioritaires (en application des recommandations nationales).

3.2.3 - Actions éligibles

Les actions collectives d'accompagnement des proches aidants sont celles qui visent à informer, former ou apporter un soutien psychosocial et moral aux proches aidants.

3.2.4 - Actions non éligibles

Ne peuvent bénéficier d'un concours de la Conférence des financeurs dans le cadre de cet appel à projet :

- les actions individuelles d'accompagnement,
- les actions destinées aux aidants professionnels (notamment les actions de formation, même si elles sont mixtes),
- les actions de médiation familiale,



- les dispositifs relevant de l'accueil temporaire (accueil de jour/hébergement temporaire) ou du répit en séjour de vacances organisées pour l'aidant et son proche (type village répit familles),
- les actions portant sur l'animation de réseaux des acteurs de l'aide aux aidants (notamment, les plateformes territoriales d'aide aux aidants ou groupements de coopération sociale et médico-sociale),
- les dispositifs relevant du relayage/baluchonnage,
- les dispositifs de conciliation vie familiale/vie professionnelle,
- les programmes d'éducation thérapeutique,
- les dispositifs de vie sociale et de loisirs (tels que les journées-rencontres conviviales et festives, les sorties culturelles aidants aidés ou pour les proches aidants),
- les dispositifs de type forum internet entre aidants ou application numérique à destination des aidants.

3.2.5 - Thématiques de prévention

Les actions collectives de prévention pouvant être financées dans le cadre la Conférence des financeurs doivent porter sur l'une des **thématiques de prévention** suivantes :

- ↗ Information
- ↗ Formation
- ↗ Soutien psychologique
- ↗ Prévention santé

3.2.6 - Critères spécifiques

Une attention particulière sera portée à :

- ✚ la méthode utilisée de repérage et de mobilisation des aidants,
- ✚ la communication utilisée auprès des aidants,
- ✚ le lien avec les établissements et résidences autonomie du territoire d'intervention envisagé,
- ✚ les moyens favorisant la participation des aidants (transports, relai et présence auprès de l'aidé...).



4. Conditions de remise des projets

4.1 - Date limite de dépôts des projets

La date limite de dépôt des projets est le 30 septembre 2022.

4.2 – Saisie des projets

Le dépôt des dossiers de candidature est totalement dématérialisé.

La saisie du projet s'effectue obligatoirement par voie électronique sur le service en ligne du Département, accessible à l'adresse URL ci-dessous :

<https://subventions.isere.fr/>

Cas d'une demande pour plusieurs projets :

Chaque projet devra faire l'objet d'une demande spécifique.

4.3 - Pièces à fournir

Vous devrez également joindre (en ligne) certains documents à votre dossier de candidature.

Pièces liées aux projets :

- L'Attestation de déclaration sur l'honneur - à télécharger sur le site
- le(s) CV, diplôme(s) et qualification(s) de(s) (l') intervenant(s) – le cas échéant
- le(s) devis correspondant à l'intervention de chaque prestataire extérieur – le cas échéant
- Compte-rendu d'activité de l'année précédant la demande (pour les associations uniquement)

Pièces administratives :

| |
|---|
| Personne morale de droit public |
| <u>Syndicats mixtes, communautés, communes, établissements publics :</u> |
| <ul style="list-style-type: none">▪ La fiche SIRENE,▪ Le RIB (au nom de la structure) et le justificatif de tiers viré (courrier de la trésorerie, avis des sommes à payer, statuts ou délibérations). |



Personne morale de droit privé

Sociétés/Entreprises : extrait KBIS et RIB à la raison sociale (et non à l'enseigne uniquement).

Si l'adresse sur RIB est différente de celle du siège social, vérifier sur SIRENE si elle correspond à l'un des établissements de la Sté.

sinon demander un justificatif d'adresse.

Associations :

- Statuts de l'association ou leurs éventuelles modifications (*en cas de première demande ou de modification de la structure*)
- Récépissé de déclaration en Préfecture (*en cas de première demande ou de modification de la structure*)
- Composition du conseil d'administration et/ou du bureau
- Avis de situation au répertoire SIRENE (*en cas de première demande ou de modification de la structure*)
- Copie de la publication des statuts au Journal Officiel (*en cas de première demande ou de modification de la structure*)
- Bilan comptable de l'exercice connu (certifié si besoin)
- RIB

NB : Attention à la cohérence des pièces administratives fournies !

Il faut absolument que l'adresse figurant sur tous les documents à fournir soit identique : R.I.B., Extrait du Journal officiel, Extrait Kbis et Avis de situation de l'INSEE (aussi, appelé Répertoire SIRENE).

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les porteurs de projets(s) pourront contacter :

Nourdine GUERFI
Tél. : 04 56 80 16 08
nourdine.guerfi@isere.fr

Valérie BROCHIER
Tél. : 04 38 12 48 66
valerie.brochier@isere.fr